



Au Collège des
Bourgmestre et Echevins de
Woluwe-Saint-Lambert

avenue Paul Hymans, 2
1200 Bruxelles

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

28.167/C/II/PN
AMC/RV

Monsieur le Bourgmestre,

En sa séance du 27 mars 1997, la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), siégeant sections réunies, a examiné une plainte contre la publication dans l'hebdomadaire *Vlan* du 11 septembre 1996, d'une offre d'emploi de rédacteurs, établie uniquement en français.

Vous avez fait savoir à la C.P.C.L. que la même annonce a été publiée, en néerlandais, dans des ordres de service et des affiches, tous deux bilingues, dans la commune et à l'office de l'emploi, ainsi que dans des annonces libellées en néerlandais, via le BGDA, la BRTN Radio et Télévision, *Het Laatste Nieuws*, le *Passe-Partout* et les éditions Tervuren, Bruxelles, Vilvorde, Asse et Zennevallei du *Streekkrant*.

Dans son avis 3832 du 23 septembre 1976 concernant les annonces de recrutement, la C.P.C.L. a estimé que les avis et communications adressés au public directement ou par l'intermédiaire de firmes privées publicitaires, tombaient sous l'application de l'article 18 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.).

Conformément à la jurisprudence constante de la C.P.C.L., il est possible de publier la communication soit dans les deux langues dans un seul et même journal ou hebdomadaire, soit dans une seule des deux langues dans une publication donnée et dans l'autre langue dans une autre publication. Dans ce dernier cas, les deux textes doivent être identiques (même contenu) et être publiés simultanément dans des publications ayant la même forme de diffusion (avis 28.048/D/II/PN/SM du 30 mai 1996).

La parution de l'annonce en langue néerlandaise dans "Deze Week in Brussel" (édition Bruxelles du Streekrant) remplit ces conditions.

Dès lors, la C.P.C.L. déclare la plainte recevable mais non fondée.

Le présent avis est notifié au plaignant et à monsieur Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur.

Veillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS